

Du besoin de réfléchir sur les besoins

Le texte qui suit dérive d'une note rédigée dans le cadre de la réflexion de La Pensée sur la façon dont celle-ci pourrait traiter de la question des besoins dans ses numéros à venir. On ne s'étonnera donc pas que la façon dont elle avait déjà abordé le sujet ait été prise comme point de départ.

On entendra ici par besoins ce qui est nécessaire à l'existence et l'on s'en tiendra aux besoins humains. Salaires, retraites, protection sociale, services publics, aménagement du territoire, politiques agricole, du logement, des transports, de l'éducation, de la recherche : autant d'objets de débats et de combats qui font intervenir la question des besoins, de leur réalité (affirmée ou déniée), de la façon d'y répondre, ou de les laisser en souffrance. Chacun aura reconnu ici quelques-uns des thèmes abordés dans le numéro 180 de *La Pensée*, « Besoins et consommation », (mars-avril 1975), avec ses articles signés Jean-Pierre Terrail (auteur de la présentation du dossier), Edmond Préteceille, Jean-Louis Moynet, Susana Magri, Patrice Grevet, Paul-Henry Chombart de Lauwe et Francis Godard.

***La Pensée* et les besoins quand Valéry Giscard d'Estaing paraissait encore jeune**

Le contexte était alors celui de recherches stimulées par les récentes et amples mutations de la société française : poursuite du développement démographique, augmentation de la salarisation et de l'emploi féminin, avec beaucoup de travail intensif et répétitif, croissance de la population scolaire puis estudiantine sous les effets conjugués du mouvement de la natalité et du besoin d'élévation des qualifications, accélération de l'urbanisation avec, en particulier, une forte extension des banlieues ; dans ces mutations, un retard marqué et de fortes inégalités et ségrégations relativement aux équipements collectifs ; mais aussi des luttes souvent victorieuses débouchant sur des hausses de salaire et avec celles-ci des « perspectives de nouvelles habitudes de vie », comme le relève, dès avant les grèves de 1968, Henri Nolleau (alias Adrien Poisson, de l'INSEE) dans ses « Réflexions sur la notion de besoins » du numéro d'*Économie et politique* de 1967 « Pouvoir d'achat, niveau de vie, besoins »¹.

Sur cette toile de fond, le numéro 180 de *La Pensée* se confronte à des travaux et analyses étudiant les besoins à travers les comportements de consommation dont est privilégiée la signification symbolique. Cette approche par le symbolique n'est pas nouvelle et Jean-Pierre Terrail cite par exemple cette formule d'Edmond Goblot (1858-1935) dans *La barrière et le*

¹ N° 153-154-155, avril-mai-juin 1967, p. 140.

niveau. *Étude sociologique sur la bourgeoisie française* (1925) : « Ce qui distingue la bourgeoisie, c'est la distinction »² ; mais elle est à l'époque vigoureusement soutenue par Jean Baudrillard (1927-2007) que critiquent les articles de Patrice Grevet et Jean-Pierre Terrail. Ce dernier relève ainsi cette phrase dans *Le système des objets* de Jean Baudrillard : « La consommation, pour autant qu'elle ait un sens, est une activité de manipulation systématique de signes. »³

Dans son article introductif, le même Jean-Pierre Terrail, en référence au livre alors récent de Lucien Sève, *Marxisme et théorie de la personnalité*, part de l'idée que « les formes de l'existence individuelle et des besoins évoluent avec les modifications des rapports de production. »⁴ On pourrait en effet multiplier les textes de diverses époques de l'œuvre de Marx montrant que celui-ci lie les besoins aux forces productives et aux rapports de production. Par exemple, dans les *Grundrisse* : « Plus les besoins, eux-mêmes déterminés historiquement – les besoins engendrés par la production, les besoins sociaux – et qui sont eux-mêmes le fruit de la production et des rapports sociaux, plus ces besoins sont posés comme nécessaires, plus le degré de développement de la richesse réelle est élevé. »⁵ Or, écrit Jean-Pierre Terrail, « une des caractéristiques communes à toutes les tentatives non marxistes d'analyse des besoins et des pratiques de consommation, de Condillac à Baudrillard, est le présupposé simpliste qu'une telle analyse peut être abordée directement, sans passer par l'analyse des rapports que les classes entretiennent dans la sphère de la production et des luttes qu'elles y mènent. »⁶

À le lire aujourd'hui, on constate que ce numéro ne manque pas de pertinence au regard des débats actuels. Ainsi sur les « vrais » et « faux » besoins. « Y a-t-il vraiment de faux besoins ? » interroge Edmond Préteceille qui répond : « Il y aurait plutôt dévoiement que falsification. »⁷ Quant à Jean-Pierre Terrail, analysant la « critique du capitalisme comme système économique irrationnel, incapable de satisfaire les besoins fondamentaux et faisant passer le superflu avant le nécessaire, auquel il conviendrait de substituer un système rationnel permettant la réalisation d'un "modèle de consommation" prédéterminé, assurant le fondamental et éliminant l'artificiel », il relève qu'en l'occurrence ce que l'on appelle « les besoins "nécessaires" d'aujourd'hui ne sont rien d'autre que ceux qu'imposent les nécessités de la reproduction de la force de travail en tant

²Cf. Jean-Pierre Terrail, « Besoins, consommation et occultation des rapports de production », *La Pensée* n° 180, *op. cit.*, p.174.

³ Gallimard, 1968, p. 276, cité par Jean-Pierre Terrail, *art. cit.*, p. 181.

⁴ Jean-Pierre Terrail, « Production des besoins et besoins de la production », *La Pensée* n° 180, *op. cit.*, p. 8. Cf. Lucien Sève, *Marxisme et théorie de la personnalité*, Éditions sociales, 1^{ère} édition : 1969 ; 2^e : 1972 ; 3^e : 1974.

⁵ Karl Marx, *Manuscrit de 1857-1858*, « *Grundrisse* », publié sous la responsabilité de Jean-Pierre Lefebvre, Paris, Éditions sociales, 1980, tome II, p. 19.

⁶ Jean-Pierre Terrail, « Production des besoins et besoins de la production », *art. cit.*, p. 16.

⁷ Edmond Préteceille, « Besoins sociaux et socialisation de la consommation », *La Pensée* n° 180, *op. cit.*, p. 32, note 9.

que telle, comme élément de la reproduction du capital. »⁸ Patrice Grevet aborde cette même question dans son article « Le moment objectif et le moment subjectif des besoins »⁹. S'appuyant lui aussi sur *Marxisme et théorie de la personnalité*, ici par rapport au processus d'humanisation, il écrit, dans le droit fil de la pensée de Lucien Sève : « l'aspect biologique devient un élément subordonné ; le besoin ne résulte plus d'une origine biologique interne à l'individu, mais de l'intériorisation d'exigences externes liées aux forces productives et aux rapports sociaux. »¹⁰ Une remarque au passage : on peut se demander si le renvoi des besoins d'origine biologique dans le « pré-humain » permet d'intégrer le fait que les besoins dits « naturels » ont été eux-mêmes humanisés, au moins dans leurs modalités de satisfaction ; modalités dont la transmission commence dès les débuts de l'éducation des petits d'homme. Mais le centre de gravité de ce que l'article emprunte à la thèse de Lucien Sève, est ailleurs, du côté des formes contemporaines d'intériorisation comme besoins d'exigences tenant à la réalité des forces productives et des rapports sociaux. Aussi, partant du fait que le capitalisme entraîne « une multitude de dégradations (usure accélérée de la force de travail etc.) »¹¹, « pollution de l'eau, de l'air, bruit, etc. »¹², qu'il suscite « pour les travailleurs des besoins de “compensation” d'ailleurs largement insatisfaits en matière de santé, de repos, de vacances, etc. » et qui sont « d'autant plus grands que les capacités de la force de travail doivent s'accroître »¹³, Patrice Grevet récuse la notion de besoins artificiels : « ce qui est “artificiel” » c'est « l'orientation partiellement imposée » à la consommation populaire¹⁴ ; et au passage, dans une note, il pose une pierre d'attente pour la réflexion sur ce que l'on pourrait appeler une transformation humaniste des besoins : « attaquer à la source les dégradations de toutes sortes provoquées par la mise en valeur et l'accumulation du capital n'aurait pas pour effet de réduire la consommation, mais de l'étendre en limitant les besoins de “compensation” au bénéfice des besoins de développement des hommes. »¹⁵

En même temps, la validité d'une théorisation sur les besoins fait controverse dans *La Pensée*. En 1972, la revue avait publié un article de Francis Godard, « De la notion de besoin au concept de pratique de classe (notes pour une discussion) », dont le titre indique bien la thèse défendue : la notion de besoin est dépourvue de toute rigueur théorique¹⁶. Même idée dans le numéro de 1975 sur les besoins où le même auteur parle des « représentations idéologiques, ou besoins » qui

⁸ Jean-Pierre Terrail, « Production des besoins et besoins de la production », art. cit., p. 19.

⁹ *La Pensée* n° 180, *op. cit.*, p. 105-121. (Chapitre de son livre à venir *Besoins populaires et financement public*, Éditions sociales, 1976.)

¹⁰ Art. cit., p.109.

¹¹ Ibidem, p. 109.

¹² Ibidem, p. 110.

¹³ Ibidem, p. 110.

¹⁴ Ibidem, p. 112.

¹⁵ Ibidem, p. 109, note 16.

¹⁶ *La Pensée*, n° 166, novembre-décembre 1972, spécial Sociologie, p. 82-108.

« accompagnent » les « pratiques sociales liées à la production ou à la reproduction de la force de travail »¹⁷. Son article de 1972 a un impact visible sur le numéro de 1975 où il suscite les objections de Jean-Louis Moynet et de Paul-Henry Chombart de Lauwe. Le premier les exprime dans son article « Déterminations sociales et individuelles des besoins »¹⁸. Il le fait en même temps qu'il critique le flou de la notion de « besoins sociaux » utilisée dans le *Traité marxiste d'économie politique. Le capitalisme monopoliste d'État* paru en 1971¹⁹. Dans cet ouvrage, « selon toutes les apparences », la notion de besoins sociaux « ne tient pas compte des différences individuelles et s'applique collectivement à tous ceux de la même classe et couche placés dans les mêmes conditions »²⁰. Pour Jean-Louis Moynet, « le concept de besoin » est « d'une fécondité certaine » et « si les besoins ont à l'évidence un caractère historique et social, la notion de besoin, traduite en besoins concrets, ne peut s'appliquer qu'à des individus singuliers. »²¹ Refuser avec Francis Godard un « concept humaniste idéaliste du besoin » est, dit-il, « un préalable nécessaire », mais « il ne faut pas laisser planer l'idée que la notion de besoin a nécessairement un contenu idéaliste. »²² Sa critique porte principalement sur la réduction par Francis Godard de « l'objet de sa réflexion à la sphère de la consommation. »²³ Et fort de son expérience de syndicaliste (il est alors secrétaire confédéral de la CGT), il met l'accent sur les besoins dans le travail, relativement à l'intensité, à la pénibilité, au contenu de celui-ci, sur le « besoin de participation et de démocratie, forme psychologique contemporaine de l'exigence objective et subjective d'une appropriation du travail (incluant les outils et les produits) par les producteurs. »²⁴ Il se réfère explicitement aux travaux de Lucien Sève sur la théorie de la personnalité – et on voit à nouveau ici leur influence – dont il reprend notamment l'idée que « les besoins des individus naissent de leur mise en relation avec le patrimoine social. »²⁵ Sous cet angle, originalité de son article, il aborde la question des « besoins des individus dont la personnalité s'est développée dans la société socialiste. »²⁶ Ceci à partir de la contradiction constatée en U.R.S.S. entre « la persistance de conditions de travail pénibles ou d'emplois non qualifiés, monotones, inintéressants, alors qu'un niveau élevé d'instruction est désormais généralisé. »²⁷

¹⁷ Francis Godard, « Classes sociales et modes de consommation », *La Pensée* n° 180, *op. cit.*, p.149.

¹⁸ *La Pensée* n° 180, *op. cit.*, p. 61-87.

¹⁹ Éditions sociales, deux volumes.

²⁰ Jean-Louis Moynet, « Déterminations sociales et individuelles des besoins », *La Pensée* n° 180, *op. cit.*, p. 63.

²¹ *Ibidem*, p. 64.

²² *Ibidem*, p. 62.

²³ *Ibidem*, p. 65.

²⁴ *Ibidem*, p. 67.

²⁵ *Ibidem*, p. 70.

²⁶ *Ibidem*, p. 69.

²⁷ *Ibidem*.

Quant au sociologue Paul-Henry Chombart de Lauwe (1913-1996), personnellement mis en cause par Francis Godard dans son article de 1972, il répond dans le numéro de *La Pensée* sur les besoins à ce qu'il qualifie d'« attaque systématique, comme si on le rangeait dans un camp adverse ». Attaque, écrit-il, venant d'une école « qui se recommande d'Althusser en le trahissant souvent, [...], hantée par l'opposition entre les deux Marx, celui des Manuscrits de 44 et celui du *Capital*. La chasse aux sorcières "humanistes" soi-disant fidèles au jeune Marx, obscurcit la vision de ces structuralistes zélés qui veulent la disparition du besoin et de l'objet en même temps que la mort du sujet. Ils oublient l'importance des distinctions de Marx entre les différentes catégories de besoins et son analyse centrale des rapports production-consommation sur lesquels insistent au contraire d'autres chercheurs marxistes. »²⁸ Paul-Henry Chombart de Lauwe, qui se rattachait volontiers à la pensée du père Teilhard de Chardin et dont les travaux sur les aspirations des milieux populaires confirmait le bien-fondé de celles-ci (ce qu'il reprend dans son article de *La Pensée*), se montre ici un observateur informé des débats qui traversent le marxisme français de l'époque. Sur les besoins, les textes confirment amplement l'inexactitude de la thèse d'une coupure absolue entre le jeune Marx et celui de la maturité.

« Celui qui est dépourvu de tout besoin en général n'éprouve pas non plus le besoin d'exister »²⁹

Dès les *Manuscrits de 1844*, Marx met ainsi le doigt sur un point qu'il a élucidé plus tard, quand il a expliqué la nature de la plus-value, celui des rapports entre besoins et renouvellement de la force de travail : « Les besoins de l'ouvrier ne sont donc pour elle [l'économie politique] que le besoin de l'entretenir pendant le travail, et de l'entretenir seulement de façon à empêcher que la race des ouvriers ne s'éteigne. »³⁰

« L'homme est pour l'homme l'être suprême » écrit Marx dans l'« Introduction » à l'ouvrage qu'il projette alors (1843-début 1844), *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*.³¹ Au fil des textes ultérieurs, Marx apparaît comme quelqu'un pour qui l'humanisation du genre humain – dirions-nous dans notre langage d'aujourd'hui – n'est pas achevée et constitue la

²⁸ Paul-Henry Chombart de Lauwe, « Les intérêts et les besoins, la double nécessité », *La Pensée* n° 180, *op. cit.*, citations respectivement p. 122 et 123. Extrait donné par l'auteur de son livre à paraître, *La culture et le pouvoir*, Stock, 1975.

²⁹ Attribué à Ludwig Feuerbach par Émile Bottigelli dans Karl Marx, *Manuscrits de 1844 (économie, politique et philosophie)*, traduction d'Émile Bottigelli, Éditions sociales, 1972, p. 97, note 1. En fait Ludwig Feuerbach avait écrit au n° 43 de ses *Thèses provisoires pour la réforme de la philosophie* [1842] : « Ce qui en général est dépourvu de besoins n'a pas non plus le besoin d'exister. » (« Was frei ist von Bedürfnissen überhaupt, hat auch kein Bedürfnis der Existenz. », *Vorläufige Thesen zur Reform der Philosophie* in Ludwig Feuerbach, *Kleine philosophische Schriften*, édités par Max Gustav Lange, Leipzig, 1950, p. 66.)

³⁰ Karl Marx, *Manuscrits de 1844... op. cit.*, (note précédente), p. 72 (premier manuscrit).

³¹ In Karl Marx, *Critique du droit politique hégélien*, traduction d'Albert Baraquin, Éditions sociales, 1975, « Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel. Introduction », p. 205.

ligne d'horizon de son engagement révolutionnaire.³² Dans les *Grundrisse*, il oppose au « travail dans ses formes historiques, esclavage, servage, salariat, [...] travail forcé imposé de l'extérieur », le « travail attractif, autoeffectuation de l'individu »³³. Dans le livre I du *Capital*, il écrit que « les catastrophes même que fait naître la grande industrie imposent la nécessité de reconnaître le travail varié et, par conséquent, le plus grand développement possible des diverses aptitudes du travailleur, comme une loi de la production moderne, et il faut à tout prix que les circonstances s'adaptent au fonctionnement normal de cette loi. C'est une question de vie ou de mort. Oui, la grande industrie oblige la société sous peine de mort à remplacer l'individu morcelé, porte-douleur d'une fonction productive de détail, par l'individu intégral qui sache tenir tête aux exigences les plus diversifiées du travail et ne donne, dans des fonctions alternées, qu'un libre essor à la diversité de ses capacités naturelles ou acquises. »³⁴ Mais, pour Marx, il n'est d'activités réellement libres sans temps disponible pour s'y consacrer. D'où la chute du passage du livre III du *Capital* sur le « royaume de la nécessité » et le « royaume de la liberté »³⁵. Le premier des deux est celui de la lutte de l'homme contre la nature « pour pourvoir à ses besoins, se maintenir en vie et se reproduire »³⁶. Mais où « commence le développement des forces humaines comme fin en soi », là est « le véritable royaume de la liberté qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre royaume, sur l'autre base, celle de la nécessité. La condition essentielle de cet épanouissement est la réduction de la journée de travail. »³⁷

Or, Marx établit une corrélation fortement positive entre cette visée et les besoins qu'il estime véritablement humains. En 1844, il caractérise « l'homme riche » comme « l'homme qui a besoin d'une totalité de manifestation vitale humaine »³⁸ ; et la « signification » que pour lui, « le socialisme étant présupposé », a « la richesse des besoins humains » est d'être « une affirmation nouvelle de la force essentielle de l'homme et un enrichissement nouveau de l'essence humaine. »³⁹ On le sait avec ses thèses « sur Feuerbach » (1845), Marx a bientôt repensé en profondeur la question de l'essence humaine. Il a par la suite plus d'une fois souligné le rôle civilisateur du capitalisme et sa vision est devenue différente de celle des *Manuscrits de 1844* où il écrivait que « dans le cadre de la propriété privée », « tout homme compte créer pour l'autre un besoin nouveau pour le contraindre à un nouveau sacrifice, le placer dans une nouvelle

³² Marx (Karl), Trèves 1818 – Londres 1883. Communiste. Désola sa mère en étudiant le capital des autres au lieu de s'en constituer un. Ruina sa femme et sa santé pour ses idées. Se dire marxiste ne dispense pas de le lire.

³³ Karl Marx, *Manuscrit de 1857-1858*, « *Grundrisse* », *op. cit.*, tome II, p. 102.

³⁴ Karl Marx, *Le Capital*, livre I, traduction de Joseph Roy, Éditions sociales, 1969, tome II, p. 166. Cf. traduction sous la responsabilité de Jean-Pierre Lefebvre, Messidor/Éditions sociales, 1983, p. 548.

³⁵ *Ibidem*, livre III, traduction de Mme C. Cohen-Solal et de Gilbert Badia, Éditions sociales, 1971, tome III, p. 198-199.

³⁶ *Ibidem*, p. 198.

³⁷ *Ibidem*, p. 199.

³⁸ Karl Marx, *Manuscrits de 1844...*, *op. cit.*, p. 97 (troisième manuscrit, de même *infra*).

³⁹ Karl Marx, *Manuscrits de 1844...*, d'après *op. cit.*, p. 100. Traduction modifiée ; cf. *Werke von Marx und Engels [MEW]*, Dietz Verlag, Berlin, supplément 1 (tome 40), 1968, p. 546.

dépendance [...] »⁴⁰ ; que « la propriété privée ne sait pas transformer le besoin grossier en besoin humain »⁴¹ ; et que « cette aliénation d'un côté apparaît en partie dans le raffinement des besoins et des moyens de les satisfaire et, de l'autre, produit la sauvagerie bestiale, la simplicité complète, grossière et abstraite du besoin »⁴². Dans les *Grundrisse* ce n'est plus de propriété privée en général, mais de capitalisme qu'il est question et le point de vue est différent. Mais le lien entre besoins et richesse du développement humain est toujours là : « [...] la découverte, la création, la satisfaction de nouveaux besoins issus de la société elle-même ; la culture de toutes les qualités de l'homme social, pour la production d'un homme social ayant un maximum de besoins parce que riche de qualités et ouvert à tout – produit social le plus total et le plus universel qui soit possible – (car, pour une jouissance multilatérale, il faut la capacité même de cette jouissance et donc un haut niveau culturel) –, tout cela est aussi bien une condition de la production fondée sur le capital. »⁴³ Marx va aussi plus loin sur le rapport entre besoins et conditions dans lesquelles le sujet humain parvient à se réaliser comme tel et il envisage le travail lui-même comme besoin. En ce sens, il observe qu'Adam Smith « conçoit le travail comme une malédiction », se désintéresse du « besoin d'effectuer une part normale de travail » que peut éprouver un individu et ne semble pas « avoir idée que surmonter des obstacles puisse en soi être une activité de la liberté [...], être donc l'autoeffectuation, l'objectivation du sujet, et, par là même, la liberté dont l'action est précisément le travail. »⁴⁴ À cela fait écho la *Critique du programme de Gotha* (1875) : « [...] quand aura disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail, et avec elle l'opposition entre travail intellectuel et travail manuel ; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais sera devenu le premier besoin vital ; quand avec le développement des individus à tous égards [...] »⁴⁵

Aux yeux de Marx, les hommes ont, si l'on peut dire, besoins d'avoir des besoins. D'où cette réflexion dans *Le Capital* : « Une nature trop prodigue “retient l'homme par la main comme un enfant en lisière” ; elle l'empêche de se développer en ne faisant pas de son développement une nécessité de nature » ; et d'évoquer les données pédologiques, géologiques, géographiques « qui forment la base naturelle de la division sociale du travail et qui excitent l'homme en raison des conditions multiformes au milieu desquelles il se trouve placé, à multiplier ses besoins, ses facultés, ses moyens et modes de travail. »⁴⁶ Le corollaire est une critique acerbe et remontant loin de l'ascétisme. En 1844, il juge l'économie politique « cette science de la richesse » comme

⁴⁰ *Ibidem*, d'après *op. cit.* p. 100. Traduction modifiée ; cf. *MEW*, *op. cit.* p. 546-547.

⁴¹ Karl Marx, *Manuscrits de 1844...*, *op. cit.* p. 100-101.

⁴² Karl Marx, *Manuscrits de 1844...*, d'après *op. cit.* p. 101. Traduction modifiée ; cf. *MEW*, *op. cit.* p. 548.

⁴³ Karl Marx, *Manuscrit de 1857-1858*, « *Grundrisse* », *op. cit.* tome I, p. 348.

⁴⁴ *Ibidem*, tome II, p. 101.

⁴⁵ Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, traduction de Sonia Dayan-Herzbrun, Éditions sociales – GEME (Grande édition Marx et Engels), 2008, p. 59-60.

⁴⁶ Karl Marx, *Le Capital*, livre I, traduction de Joseph Roy, *op. cit.*, tome II, p. 186. Cf. traduction sous la responsabilité de Jean-Pierre Lefebvre, *op. cit.*, p. 575-576.

aussi « la science du renoncement, des privations, de l'épargne [...] Cette science de la merveilleuse industrie est aussi la science de l'ascétisme et son véritable idéal est l'avare ascétique, mais usurier, et l'esclave ascétique, mais producteur. Son idéal moral est l'ouvrier qui porte à la Caisse d'Épargne une partie de son salaire [...] »⁴⁷ « Le renoncement à soi-même, le renoncement à la vie et à tous les besoins humains est sa principale maxime. »⁴⁸ Avec un autre niveau de compréhension des ressorts de l'économie, la critique dans les *Grundrisse* est tout aussi sévère : « dans la société d'aujourd'hui aussi, l'exigence d'ardeur et en particulier aussi d'épargne et de renoncement s'adresse non aux capitalistes, mais aux travailleurs. Ceux qui la formulent étant précisément les capitalistes. »⁴⁹ Le passage du *Capital* sur « La théorie de l'abstinence », lui, fait dans l'ironie : « Les conditions du procès de travail se transforment tout à coup en autant de pratiques d'abstinence du capitaliste. [...] Le capitaliste se dépouille lui-même quand il “prête ses instruments de production au travailleur” ; en d'autres termes, quand il les fait valoir comme capital en leur incorporant la force ouvrière, au lieu de manger tout cru engrais, chevaux de trait, coton, machines à vapeur, chemins de fer, etc., ou, d'après l'expression naïve des théoriciens de l'abstinence, au lieu d'en dissiper la “valeur” en articles de luxe, etc. »⁵⁰ « Il faut donc avoir renoncé à toute humanité pour ne pas délivrer le capitaliste de ses tentations et de son martyr, de la même façon qu'on en a usé récemment pour délivrer le planteur de la Géorgie de ce pénible dilemme : faut-il joyeusement dépenser en champagne et articles de Paris tout le produit net obtenu à coups de fouet de l'esclave nègre, ou bien en convertir une partie en terres et nègres additionnels ? »⁵¹

L'exemple de l'Irlande montre un même mouvement de reprise d'une thématique dans un contexte conceptuel transformé. En 1844, il y voit l'illustration de la volonté de ce qu'il appelle à l'époque « l'économiste » conjointement avec celle du « capitaliste » de réduire « le besoin de l'ouvrier à l'entretien le plus indispensable et le plus misérable de la vie physique et son activité au mouvement mécanique le plus abstrait »⁵² : « L'Irlandais ne connaît plus que le besoin de manger, et, qui plus est, seulement de manger des pommes de terre, et même des pommes de terre à cochon, celles de la pire espèce. »⁵³ Ceci est écrit avant la grande famine qui a frappé l'Irlande en 1846. Dans les *Grundrisse*, il explique qu'à s'imposer les renoncements qu'on leur vante, les travailleurs retomberaient « au rang d'Irlandais, dans un salariat où le minimum le plus animal des besoins, des moyens de subsistance, apparaît au travailleur comme l'unique objet et

⁴⁷ Karl Marx, *Manuscrits de 1844*, *op. cit.*, p. 102-103.

⁴⁸ Karl Marx, *Manuscrits de 1844...*, d'après *op. cit.*, p. 103. Traduction modifiée ; cf. *MEW*, *op. cit.*, p. 549. .

⁴⁹ Karl Marx, *Manuscrit de 1857-1858*, « *Grundrisse* », *op. cit.*, tome I, p. 226.

⁵⁰ Karl Marx, *Le Capital*, livre I, traduction de Joseph Roy, *op. cit.*, tome III, p. 38. Cf. traduction sous la responsabilité de Jean-Pierre Lefebvre, *op. cit.* p. 669.

⁵¹ *Ibidem*, p.38-39. Édition J.-P. Lefebvre, p. 670.

⁵² Karl Marx, *Manuscrits de 1844...*, *op. cit.*, p. 102.

⁵³ *Ibidem*.

l'unique but de son échange avec le capital. »⁵⁴ Il y revient dans les manuscrits préparatoires au livre premier du *Capital* : « Si l'homme se distingue de tous les autres animaux par le caractère illimité et extensible de ses besoins, il n'existe d'autre part aucun animal qui puisse restreindre à un niveau si incroyable ses besoins et limiter ses conditions d'existence à un tel minimum, en un mot aucun animal qui possède le même talent d'irlandisation. »⁵⁵ N'apparaissait pas dans les *Manuscrits de 1844* à propos des Irlandais, le caractère historique des besoins. Il est par contre déjà posé dans *L'Idéologie allemande* : « le premier besoin lui-même une fois satisfait, l'action de le satisfaire et l'instrument déjà acquis de cette satisfaction poussent à de nouveaux besoins – et cette production de nouveaux besoins est le premier fait historique. »⁵⁶ De la variabilité des besoins dans le temps, et aussi dans l'espace il est plusieurs fois question dans *Le Capital*, par exemple ici : « Quand on compare les salaires nationaux, il faut donc mentionner tous les moments qui déterminent la variation dans la grandeur de la valeur de la force de travail, le prix et le volume des besoins vitaux fondamentaux, naturels et produits par le développement historique, les coûts de l'éducation du travailleur, le rôle du travail des femmes et des enfants, la productivité du travail, sa grandeur extensive et intensive. »⁵⁷ On le voit, les remarques de Paul-Henry Chombart de Lauwe sur les lectures réductrices de Marx n'étaient en rien anodines, quoi qu'il en soit par ailleurs de ses propres conceptions.

À la différence de l'article de Francis Godard, celui de Solange Mercier-Josa, « La notion de besoin chez Hegel », paru la même année, a simplement droit à des références qui ne sont guère plus que des révérences⁵⁸. Y est étudié ce que Hegel dit des besoins dans les *Principes de la philosophie du droit* (1821), notamment sa notion de « système des besoins ». Pour lui, explique Solange Mercier-Josa, les besoins ne sont pas une « réalité primitive [...] par quoi tout s'institue », la propriété, l'action, l'État, mais ils sont « ce sans quoi le fondement de toutes ces réalités resterait sans efficace. »⁵⁹ Chez Hegel, l'idée est « implicitement postulée sans aucun examen critique, d'une diversité initiale, immédiate des besoins individuels, diversité qui facilite la concrétisation de l'exigence de contracter. »⁶⁰ Et « les besoins en se développant en système,

⁵⁴ Karl Marx, *Manuscrit de 1857-1858*, « Grundrisse », *op. cit.*, tome I, p. 227.

⁵⁵ Karl Marx, *Manuscrits de 1863-1867. Le Capital, livre I, Le Chapitre VI*, traduction et présentation de Gérard Cornillet, Laurent Prost et Lucien Sève, Éditions sociales – GEME (Grande édition Marx et Engels), 2010, p. 38-39, « Pages éparses ».

⁵⁶ Karl Marx – Friedrich Engels, *L'Idéologie allemande*, traduction Henri Auger, Gilbert Badia, Jean Baudrillard, Renée Cartelle, Éditions sociales, 1968, p. 57-58.

⁵⁷ Karl Marx, *Le Capital*, livre I, traduction sous la responsabilité de Jean-Pierre Lefebvre, *op. cit.*, p. 627. On préférera dans ce cas cette traduction à celle de Joseph Roy, *op. cit.*, livre I, tome II, p. 230, où « besoins ordinaires » englobe ce que Jean-Pierre Lefebvre, de façon beaucoup plus fidèle au texte allemand, traduit par « besoins vitaux fondamentaux, naturels et produits par le développement historique ». Cf. pour le texte allemand, Karl Marx, *Das Kapital*, livre et tome I, Berlin, Dietz Verlag, 1965, p. 583, identique au tome 23 des *Werke von Marx und Engels (MEW)*.

⁵⁸ *La Pensée*, n° 162, mars-avril 1972, p. 74-100.

⁵⁹ *Art. cit.*, p. 79.

⁶⁰ *Ibidem*, p. 86.

du fait même qu'ils sont repris à leur compte par les volontés libres, amorcent la réalité d'une société qui n'est pas seulement juxtaposition d'égoïsmes, confrontation de libres arbitres incompatibles. »⁶¹ En effet, « le détour par d'autres, par tous les autres est nécessaire pour que chacun assure sa propre subsistance, son bien-être, la sauvegarde de chaque existant est fonction de la sauvegarde de tous les autres. »⁶² Remarque importante de Solange Mercier-Josa : « Hegel, semble-t-il, refuse d'admettre un temps où il n'y aurait eu qu'une juxtaposition d'individus veillant isolément à leur propre conservation. »⁶³

Cet article éclaire l'emploi par Marx aussi de la notion de « système des besoins ». On lit par exemple dans *L'Idéologie allemande* que « d'emblée se manifeste un système de liens matériels entre les hommes qui est conditionné par les besoins et le mode de production et qui est aussi vieux que les hommes eux-mêmes, système de liens qui prend sans cesse de nouvelles formes [...] »⁶⁴ Dans *Misère de la philosophie*, il écrit : « Le système des besoins tout entier est-il fondé sur l'opinion ou sur toute l'organisation de la production ? Le plus souvent les besoins naissent directement de la production, ou d'un état de choses basé sur la production. »⁶⁵ Et, dans les *Grundrisse*, il met au compte des transformations générées par la production capitaliste « le développement sans cesse élargi d'un système global de production auquel correspond un système de besoins toujours plus riche et toujours élargi. »⁶⁶ Il se sert aussi de l'idée de système des besoins quand il explique, dans *Le Capital*, la tendance des « différentes sphères de production [...] à se mettre constamment en équilibre » : « D'une part, chaque producteur marchand doit produire une valeur d'usage, c'est-à-dire satisfaire un besoin social déterminé ; or, l'étendue de ces besoins diffère quantitativement et un lien intime les enchaîne tous en un système qui développe spontanément leurs proportions réciproques ; d'autre part la loi de la valeur détermine combien de son temps disponible la société peut dépenser à la production de chaque espèce de marchandise. »⁶⁷

La Pensée, dans et autour de son numéro de 1975, avait affirmé nettement sa volonté d'être porteuse d'une approche marxiste de la question des besoins. On pourrait, en tenant compte de l'état des traductions disponibles à l'époque, étudier ce qui a et ce qui n'a pas été alors pris en considération parmi les idées de Marx sur le sujet. Pour l'heure, et à partir de ce que l'on vient de présenter de celles-ci, on se bornera à suggérer qu'elles ne nous seront pas forcément inutiles.

⁶¹ Ibidem.

⁶² Ibidem, p. 89.

⁶³ Ibidem, p. 89.

⁶⁴ Karl Marx – Friedrich Engels, *L'Idéologie allemande*, op. cit., p. 58-59.

⁶⁵ Karl Marx, *Misère de la philosophie. Réponse à la Philosophie de la misère de M. Proudhon* [1847], Éditions sociales, 1977, p. 53.

⁶⁶ Ibidem, p. 348. Voir aussi *ibidem*, tome II, p. 20.

⁶⁷ Karl Marx, *Le Capital*, livre I, traduction de Joseph Roy, op. cit. tome II, p. 45-46. Cf. traduction sous la responsabilité de Jean-Pierre Lefebvre, op. cit. p. 400 : « [...] un lien interne relie ces masses de besoins divers en un système naturel [...] »

« Depuis que ça a changé, ce n'est plus comme avant »

Aujourd'hui, il convient sans doute de s'arrêter sur quelques changements survenus depuis 1975. À cette fin, on distinguera trois ensembles de réalités.

Un premier tient à ce que l'on nomme mondialisation, c'est-à-dire la phase nouvelle où nous sommes de l'universalisation de l'histoire humaine, autrement dit de la multiplication des connexions et du renforcement de l'interdépendance entre les différentes parties du monde. Il ne paraît pas en effet raisonnable d'envisager la question à la seule échelle de la France, comme on a pu le faire il y a plus de trente-cinq ans. Cette « mondialisation », présentement sous domination du grand capital financiarisé, se vit sous l'espèce d'une dégradation et d'une précarisation accélérées des conditions de vie de larges secteurs de la population en France et dans bien d'autres pays. L'étendue des dégâts pousse souvent à abaisser la barre de ce qui est jugé vraiment indispensable. Parce qu'il y a toujours plus malheureux que soi, ils sont nombreux dans les couches populaires à se classer parmi les favorisés, voire les privilégiés, cependant que ceux qui ne manquent de rien supportent avec une admirable abnégation les privations de ceux qui manquent de tout. Infortunés fortunés et dignes héritiers de ces gens qu'évoquait Jean-Jacques Rousseau « si doux, si modérés, qui trouvent toujours que tout va bien parce qu'ils ont intérêt que rien n'aille mieux. »⁶⁸ Aussi s'agit-il de faire toute sa place à la question des progrès dans la satisfaction des besoins pour tous les peuples du monde. Et donc de se demander en quoi et comment une réorientation de la mondialisation, dans un processus de longue durée et inévitablement conflictuel face aux forces actuellement dominantes, peut contribuer et même est une condition de tels progrès.

Le deuxième ensemble, perçu plus vivement que naguère est aussi motif à prendre la dimension mondiale des problèmes : il est dangereux de considérer implicitement la Terre comme un réservoir naturel inépuisable et hors d'atteinte d'irrémediables dégradations. Une précaution méthodologique ici s'impose. Autant il est sage de ne jamais tabler que sur les ressources déjà inventoriées et sur les moyens actuellement connus de les utiliser, autant il est illégitime de poser *a priori* que plus rien ne pourra être découvert qui bouleverse la donne, comme si la capacité des sociétés humaines à identifier des ressources utilisables et à en tirer parti avait atteint une limite désormais infranchissable. Pourtant, aussi longtemps qu'elles furent inconnues, les propriétés de la nature permettant de produire du courant électrique et de s'en servir ne comptèrent pour rien dans ce dont disposaient les hommes. Prenant argument de la finitude de la Terre, les voix ne manquent pas pour culpabiliser les populations des pays industriellement développés, donc les plus consommateurs d'énergie et de matières premières, et les inciter à accepter une moindre et plus onéreuse satisfaction de leurs besoins. La thématique n'est pas nouvelle. En 1972, le social-démocrate néerlandais Sicco Mansholt (1908-1995), membre de l'ancêtre de l'actuelle Commission européenne, la Commission des communautés européennes, et même président de celle-ci (du 24 avril 1972 au 1^{er} janvier suivant), avait défrayé

⁶⁸ Jean-Jacques Rousseau, *Lettre à d'Alembert sur les spectacles* (1758), à propos du personnage de Philinthe dans *Le Misanthrope* de Molière.

la chronique avec la notion de « croissance zéro ». Interrogé sur ce point par *Le Nouvel Observateur*, il répondit en juin 1972 : « Est-il possible de maintenir le taux de croissance sans modifier profondément la société ? En étudiant lucidement le problème, on voit bien que la réponse est non. Alors, il ne s'agit même plus d'une croissance zéro, mais d'une croissance en dessous de zéro. Disons-le carrément : il faut réduire notre croissance économique pour y substituer la notion d'une autre culture, du bonheur, du bien-être. »⁶⁹

L'une des différences par rapport aux heures de gloire de Sicco Mansholt est que, en France au moins, les idées de décroissance sont présentes dans le débat d'alternative à gauche notamment parmi ceux qui, face à la crise actuelle du capitalisme, se retrouvent dans une commune volonté de faire reculer la domination des acteurs des marchés financiers. L'enjeu touche ici à la détermination des besoins autour desquels le mouvement populaire peut légitimement se mobiliser – parce qu'ils sont matériellement atteignables – et auxquels une politique de changement et de progrès doit avoir l'ambition de répondre. Débattre à cette fin des objectifs accessibles en fonction des ressources naturelles mobilisables est un impératif. Il suppose de ne pas sanctuariser les dilapidations les plus massives et les dégradations du milieu naturel les plus agressives. Sinon, on prend le ras des pâquerettes pour les neiges du Kilimandjaro. Trop souvent, on en reste au niveau des consommations finales, pas celles des ultra-riches de la planète, mais celles où tout un chacun peut être convaincu qu'il porte une part de responsabilité en raison de ses choix et comportements personnels. Surtout, on oublie en amont le saccage des sols et des sous-sols par des procédés d'extraction ravageurs, la dilapidation des matières premières et des ressources en énergie dans les transports induits par les délocalisations dues à la course aux coûts de main d'œuvre les plus bas, ainsi que les dépenses militaires générées par les politiques de domination sur les pays et les peuples.

Mais, contre le « productivisme » le consensus est souvent aisé. Avec lui, un même opprobre est jeté sur le capitalisme tel qu'il est – éventuellement en épargnant celui, idéal, qui devrait être – et sur le socialisme de type soviétique tel qu'il a été. Cependant, avec le capitalisme l'augmentation effrénée de la production, quand elle est recherchée, n'est jamais la fin dernière, mais un objectif intermédiaire vers le profit ; et ce qui ne rapporte pas ou pas assez n'est pas produit, quelque avérée qu'en soit l'utilité ; l'industrie pharmaceutique en donne nombre d'exemples. Quant à savoir, par delà les clichés, dans quelle mesure l'augmentation de la production a pu devenir but en soi en Union soviétique et dans les pays qui l'ont prise en modèle, il faut pour cela faire le détour par une analyse périodisée des champs de contraintes et de possibilités dans lesquels agissaient les détenteurs à différents niveaux de pouvoirs de décision ; de leurs propres représentations de la réalité proche et lointaine ; des intérêts en jeu, avec leurs contradictions, convergences et collisions.

En fait, reste entière la question de savoir que produire, comment, pour qui et de quelle manière en décider. Sur ce dernier point – comment en décider ? – notons que les tentations autoritaires ne sont pas toujours absentes de certains discours écologistes réactivant la thématique

⁶⁹*Le Nouvel Observateur*, n° 396, 12-18 juin 1972, entretien avec Josette Alia sous le titre « Le chemin du bonheur ».

des vrais et des faux besoins au nom de l'expertise en matière de préservation de la nature et de ses ressources.

Troisième ordre de changements majeurs à souligner : le développement déjà considérable de la révolution informationnelle depuis le numéro de *La Pensée* sur les besoins. L'ampleur et la multiplicité des transformations qu'amène le franchissement de ce seuil qualitatif dans les conditions de progression de la productivité du travail sont suffisamment familières aux lecteurs de cette courte note pour que l'on se contente de rappeler ce qui en constitue le cœur : elle se situe au niveau des grands affranchissements par rapport aux limites organiques du corps humain qu'ont représenté la fabrication d'outils séparés de ce corps et prolongeant celui-ci puis, plus près de nous, la machine-outil où les outils sont maniés par un mécanisme que l'homme a interposé entre lui et eux ; avec la révolution informationnelle, ce sont des croisements de données sur le réel – autrement dit des traitements d'informations – pour lesquels le cerveau humain était jusqu'alors un passage obligé, qui sont réalisés hors de celui-ci et avec des capacités opérationnelles considérablement accrues. Si l'on regarde les économies de moyens matériels pour un même effet utile déjà rendues possibles par la révolution informationnelle, on entrevoit l'étendue des déperditions de tous ordres qu'il devient réaliste de vouloir d'éviter.

C'est sans doute un lieu commun de dire qu'en même temps qu'elle modifie les conditions de réponse aux besoins existants la révolution informationnelle en crée de nouveaux. Mais ce n'en est peut-être pas un de classer parmi ces derniers le besoin, pour l'ensemble des humains, de pouvoirs effectifs et d'association entre eux dans l'exercice de ces pouvoirs. Nonobstant l'adage « Plutôt se contredire que se répéter », on réaffirmera qu'avec la révolution informationnelle apparaît « une diversité totalement inconnue auparavant des options entre lesquels il faut choisir. On peut adapter de plus en plus finement les moyens employés aux objectifs recherchés, économiser tant la force de travail que les ressources tirées de l'exploitation de la nature. Et donc aller vers un nouvel essor de la productivité du travail, permettant de mieux répondre aux besoins et ouvrant des possibilités inédites au développement des activités libres, porteuses d'épanouissement des hommes. Mais possibilité n'est pas synonyme de réalité. D'autant moins, qu'en raison de l'apparition de ces mêmes moyens, jamais le risque n'a été aussi grand que soient prises des décisions qui engagent irréversiblement l'avenir de l'humanité et de la planète dans un sens négatif, voire catastrophique. L'efficacité sociale de ces moyens, c'est-à-dire une efficacité pas seulement pour une minorité privilégiée, passe nécessairement par l'intervention informée, intelligente et concertée des hommes dans la production, dans la gestion, dans la conduite d'ensemble de la société, dans son gouvernement. Elle nécessite, par là-même, le développement des capacités de tous les hommes pour qu'ils soient en mesure d'aller le plus loin possible dans l'intelligence des contradictions réelles et de prendre les chaînes de décisions les plus appropriées qui puissent se concevoir à un moment donné, en pensant au présent comme aux générations futures. Le besoin objectif grandit de transformations sociales à caractère démocratique et autogestionnaire. Il inclut celui de l'insertion des hommes dans l'emploi efficace et la formation mais ne s'y limite pas, car monte la nécessité de faire reculer, dans toute la vie sociale, la

séparation des rôles entre ceux qui conçoivent, ceux qui décident et ceux qui sont cantonnés dans des tâches d'exécution. »⁷⁰

Insistons. N'y aurait-il plus personne sur la Terre à souffrir de malnutrition, de manque de soins médicaux et du défaut de scolarisation, que ce serait un immense progrès. Mais on serait encore bien loin du compte quant aux besoins de l'humanité si une minorité de la population mondiale, concentrée dans les pays les plus développés, continuait à seule avoir voix au chapitre pour des décisions majeures la concernant, cette minorité fût-elle sensiblement élargie par des conquêtes démocratiques et bénéficiaire d'une formation lui permettant d'appréhender ce qu'il est devenu possible aux humains de connaître, de comprendre et de faire.

Dans le même esprit, on ne séparera pas besoins, liberté et démocratie. Dire qu'il faut répondre aux besoins ne suffit pas, car parmi ceux-ci, tous ne se valent pas. Il en est qui enferment les individus dans une existence à l'horizon étroit et dans le repli sur soi, et d'autres qui les ouvrent sur le monde. La façon dont les êtres humains sont en mesure de vivre leur rapport au travail et, plus globalement leur place dans la société, est ici lourde de conséquences : devoir recourir à des anxiolytiques ou éprouver la nécessité d'être mieux équipé intellectuellement pour participer à la définition de l'orientation de son entreprise et de la cité n'ouvrent ni vers la même qualité de vie, ni vers le même degré d'efficacité sociale. La société doit pouvoir décider des besoins qu'elle a prioritairement obligation de satisfaire, de ceux dont elle se propose d'encourager le développement pour permettre aux individus de se construire une vie plus pleine, plus riche, mais elle n'a pas à décréter pour tout un chacun quels sont ses vrais et ses faux besoins. Car alors on ne serait pas loin de programmer une vie de caserne.

Au contraire, les individus doivent avoir du temps pour faire ce qu'ils ont décidé de faire, collectivement et individuellement. Aussi faut-il faire toute sa place au besoin de temps. Les gaspillages de temps pourrissent la vie et ont un énorme coût social. Le problème ne concerne pas que les pays développés : songeons à ce que représente dans la vie d'une femme du Sahel le temps passé à aller chercher de l'eau. La lutte contre les gaspillages de temps est nécessaire à un nouveau mode de développement faisant de la qualité de la vie des êtres humains son objectif central. C'est ce qui a conduit Paul Boccard à proposer des « critères d'efficacité sociale mesurée en temps », notamment pour évaluer la performance des services publics quant à leur aptitude à faire économiser du temps aux usagers⁷¹. Que les gens disposent de temps est une liberté nécessaire au dynamisme de la société. Aujourd'hui, le double aiguillon de la recherche du profit pour les uns et de la nécessité de vendre sa force de travail pour les autres, tout en conservant une efficacité réelle, atteint, avec les gâchis et les risques qu'il entraîne, les limites historiques de ce qu'il peut apporter à l'humanité comme stimulant du développement des

⁷⁰ Claude Gindin, « Capitalisme, le nécessaire dépassement », *La Pensée*, n°294-295, juillet-octobre 1993, p. 97-98.

⁷¹ Cf. Paul Boccard, *Transformations et crise du capitalisme mondialisé. Quelle alternative ?*, Le Temps des cerises, 2008 (1^{ère} éd.), p. 240.

sociétés. La motivation des individus doit reposer sur une tout autre base, celle de la possibilité pour eux de conjuguer la poursuite des fins qu'ils se sont personnellement données et leur association avec d'autres, à différentes échelles de la vie sociale, dans la détermination et la réalisation d'objectifs communs. Or, ceci n'est pas même envisageable si les gens sont contraints de passer leur vie à perdre leur temps.

Si tu n'as besoin de rien, demande-le et tu l'auras tout de suite.

Mais dépêche-toi avant qu'il n'y en ait plus.